

Secrétariat des Nations Unies



Annnonce de vacance de postes au Département des opérations de paix, nécessitant le détachement des fonctionnaires des gouvernements nationaux des États membres de l'Organisation des Nations Unies. La clôture du recrutement et la prise de fonctions du/de la candidat(e) retenu(e) sont subordonnées à la disponibilité des ressources budgétaires.

NUMÉRO D'AVIS DE VACANCE DE POSTE

2025-SPC-75908-DPO et 2025-SPC-75917-DPO

DATE LIMITE DE DÉPÔT DE CANDIDATURE

9 Mars 2026

TITRE FONCTIONNEL/NIVEAU

Conseiller-Réforme de la Police, P-4

LIEU D'AFFECTATION

BRINDISI, ITALY

UNITÉ ADMINISTRATIVE

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE PAIX

CIRCULATION LIMITÉE AUX ÉTATS MEMBRES. ENGAGEMENTS LIMITÉS AUX POSTES FINANCÉS PAR LE COMPTE D'APPUI AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX.

Valeurs fondamentales des Nations Unies : Inclusion, Intégrité, Humilité et Humanité

RESPONSABILITÉS : Le titulaire du poste fournira assistance et soutien sur un large éventail de questions de réforme de l'application de la loi, en mettant l'accent sur développement stratégique et renforcement des institutions, y compris pour les États hôtes ayant des missions en transition en ce qui concerne le soutien fourni et les activités de la Capacité de Police Permanente (SPC). Le conseiller en réforme de la police relève directement du chef d'équipe désigné du SPC. La CPS fait partie de l'ONU Division de police qui soutient le démarrage de composantes de police dans de nouvelles opérations de paix de l'ONU et/ou missions politiques spéciales et fournit soutien et assistance aux opérations et partenaires existants sur une base continue. Le titulaire devrait être déployé dans des opérations de paix pendant une période de 3 à 6 mois loin de son lieu d'affectation. Conformément aux décisions et directives de la Division de Police et du Chef du SPC, le titulaire du poste fournit un large éventail de conseils d'experts en mettant l'accent sur le développement stratégique et le renforcement des institutions. Il/elle assurera des activités d'assistance sur les questions de réforme de l'application de la loi pertinentes pour soutenir les composantes de police nouvelles et existantes dans les opérations de paix des Nations Unies. Au lieu d'affectation de la CPS à Brindisi, le titulaire examine les opérations respectives de la police des Nations Unies dans la perspective de soutenir le développement institutionnel national de l'application des lois et le renforcement des capacités, en identifiant, le cas échéant, les meilleures pratiques en matière de police internationale. Un accent particulier est mis sur la vérification de la gestion de l'entreprise les lacunes dans l'application des lois nationales, que la CPS peut aider à combler, notamment les lacunes en matière de planification stratégique, d'organisation et de structure, développement des ressources humaines et des compétences, gestion des actifs et utilisation de la technologie. Lorsqu'il est déployé sur le terrain, le titulaire du poste travaille en étroite collaboration coopération avec la police des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux pour remédier aux lacunes chroniques en matière de gestion des affaires dans les forces de l'ordre locales, qui peuvent inclure l'identification des tâches spécifiques sur lesquelles le SPC peut canaliser et transmettre son expertise et son savoir-faire – programmatiques, consultatifs ou autres.

COMPÉTENCES:

Professionnalisme : Vaste connaissance des théories, des concepts et des approches dans le domaine de l'application de la loi pertinents pour la police démocratique, sécurité communautaire, renforcement et développement des capacités, mécanismes de contrôle civil, droits de l'homme, intégration de la problématique hommes-femmes, etc. ; bonne recherche, compétences analytiques et de résolution de problèmes; capacité à identifier et à participer à la résolution de questions et de problèmes complexes ; capacité à fournir conseils judicieux et assistance à la police des Nations Unies ainsi qu'à la police nationale. Démonstre une compétence professionnelle et une maîtrise du sujet. Est consciencieux et efficace dans le respect des engagements, le respect des délais et l'obtention des résultats. Est motivé par des raisons professionnelles plutôt que personnelles préoccupations. Fait preuve de persévérance face à des problèmes ou des défis difficiles. Reste calme dans les situations stressantes. Prend la responsabilité d'intégrer les perspectives de genre et garantir la participation égale des femmes et des hommes dans tous les domaines d'activité. **Aptitude à planifier et à organiser :** Élabore des objectifs clairs conformes aux stratégies convenues ; identifie les activités et tâches prioritaires ; ajuste les priorités si nécessaire ; alloue le temps et les ressources appropriés pour accomplir le travail ; anticipe les risques et prévoit des mesures de contingence lors de la planification ; suit et ajuste les plans et actions si nécessaire ; utilise efficacement son temps. **Travail d'équipe :** Collabore avec ses collègues pour atteindre les objectifs de l'organisation ; sollicite les contributions en valorisant réellement les idées et l'expertise des autres ; est disposé(e) à apprendre des autres ; place l'agenda de l'équipe avant son agenda personnel ; soutient et agit conformément à la décision finale du groupe, même lorsque cette décision ne reflète pas entièrement sa propre position ; partage le mérite des réussites de l'équipe et accepte la responsabilité collective des insuffisances de l'équipe.

QUALIFICATIONS:

Éducation : Diplôme universitaire avancé (master ou équivalent) en droit, criminologie, sciences sociales ou autre domaine pertinent. Un diplôme universitaire de premier cycle, assorti de qualifications académiques pertinentes et d'une vaste expérience dans les questions de réforme des services chargés de l'application de la loi, y compris la planification stratégique ainsi que la lutte contre la criminalité grave et organisée, peut être accepté en lieu et place du diplôme universitaire avancé. L'obtention d'un diplôme d'une académie de police certifiée ou d'un établissement similaire de formation en application de la loi est obligatoire. **Expérience professionnelle :** Un minimum de sept (7) années (neuf [9] années en l'absence de diplôme supérieur) d'expérience progressive et responsable dans des domaines liés au développement de l'état de droit, y compris une expérience en matière de réforme de la police, de développement des services chargés de l'application de la loi et de renforcement des capacités, est requis. Trois années d'expérience en gestion et en élaboration de politiques sont

également requises.

Grade : Le/la candidat(e) doit être en service actif et détenir au minimum le grade de commissaire (équivalent au grade de surintendant ou lieutenant-colonel), ou un grade supérieur. Une expérience dans les opérations de maintien de la paix ou dans d'autres organisations internationales similaires, y compris les Nations Unies, est requise. Une expérience dans l'utilisation de méthodologies et de sources modernes de recherche en ligne est souhaitée.

Langues : L'anglais et le français sont les langues de travail du Secrétariat de l'ONU. Pour le poste faisant l'objet du présent avis, la maîtrise de l'anglais (tant à l'oral qu'à l'écrit) est exigée. La connaissance du français est hautement souhaitable.

Date d'émission : 9 Décembre 2025

La préférence sera accordée aux candidates ayant les mêmes qualifications.

Avis particulier :

La diffusion de cette offre d'emploi est limitée aux États membres. Seuls les fonctionnaires de police actuellement employés dans leur service national et qui ont reçu l'autorisation de leurs autorités nationales de postuler à cette offre d'emploi seront pris en considération.

Il convient de noter que pendant la période de leur détachement aux Nations Unies, les policiers ne peuvent pas être réaffectés ou transférés à un autre poste au sein du Département des opérations de paix (DOP) ou d'autres parties du Secrétariat de l'ONU. Le personnel en détachement actif peut servir sous un contrat de personnel du Secrétariat de l'ONU pour une période allant jusqu'à trois ans (cumulés), laquelle peut, dans des cas exceptionnels, être prolongée pour une quatrième et dernière année, sous réserve des besoins opérationnels et d'une performance satisfaisante. Cette limite de service inclut les périodes de tout service antérieur auprès des Nations Unies en tant qu'officier en détachement actif sous contrat de personnel de l'ONU.

Les candidats ayant déjà servi en tant que personnel détaché en activité peuvent postuler à nouveau après une interruption de service d'au moins un an depuis leur dernier détachement sous contrat de personnel du Secrétariat de l'ONU, sous réserve de la limite de contrat indiquée ci-dessus.

Les nominations de personnel policier en détachement actif actuellement en service sous un contrat de personnel de l'ONU ne seront pas considérées.

Les candidats doivent satisfaire à toutes les exigences de l'avis de vacance de poste au moment de la nomination pour être pris en considération pour le poste.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.